

## Concurrence—Bill

Je récapitule. D'abord, les ressources énergétiques, le pétrole surtout, ont rapporté des profits fantastiques au Canada. Elles ont donné naissance à des monopoles et à des oligopoles. Elles ont aussi provoqué l'entrée de capitaux étrangers qui ont servi à acheter notre pays. Elles ont donné lieu à la fixation des prix, à la limitation de la production, et à la vente au plus offrant, quel qu'il soit et quelles qu'en soient les conséquences pour les Canadiens. Voilà quelle est notre histoire depuis quelque temps déjà. Il y a plusieurs milliards de dollars de profit en jeu ici, de sorte que ceux qui sont intéressés et ceux qui ont déjà récolté des profits ou qui, encore, ont reçu des cadeaux du gouvernement au cours des années, vont essayer de profiter encore de cette situation.

Je vais récapituler ce que j'ai dit et y mettre un peu d'ordre. M. Claude Frenette, l'ancien chef de cabinet de M. Sauvé du temps où celui-ci faisait partie du cabinet, est devenu un des cadres supérieurs de la Power Corporation, pour échouer ensuite au Hudson Institute. Le groupe qui appuyait Trudeau avant les élections de 1968 comprenait l'actuel ministre des Approvisionnement et Services, le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, Claude Frenette encore une fois, et la Power Corporation avec ses millions de dollars d'investissements partout au Canada. Le ministre des Transports (M. Marchand), l'un des trois rois mages, ne faisait pas partie du tableau en 1967 et 1968. Avec le ministre des Communications (M. Pelletier) il était entré à la Chambre des communes dans l'espoir de trouver un chef venant du Québec, un homme qui devait sauver le Canada malgré lui mais qui lui a fait plus de tort que n'importe quel autre premier ministre depuis l'époque de la Confédération. Ils étaient donc exclus. Le groupe était formé de jeunes débrouillards prétentieux—bien que je ne puisse en dire autant du ministre des Approvisionnement et Services. Néanmoins, il en faisait partie à l'automne de 1967 et probablement aussi en 1968.

Le groupe se réunissait tous les vendredis soir dans la salle du conseil de Power Corporation à Montréal, à la recherche de celui qui deviendrait le chef du parti libéral. Et qui nous ont-ils trouvé, monsieur l'Orateur? Le premier ministre actuel. Jean-Luc Pepin, l'ancien ministre de l'Industrie et du Commerce s'est retrouvé, dès que le public a découvert la vérité à son sujet et l'a battu, au conseil d'administration de la Power Corporation of Canada. Le Hudson Institute cherche un moyen d'accaparer les sables bitumineux pour les capitalistes privés avec qui il est associé. Frenette a eu des relations au cabinet libéral, la Power Corporation et Hudson Institute du moins c'est ce qu'on m'a dit.

● (1620)

Pensez-vous, monsieur l'Orateur, que le ministre des Approvisionnement et Services a conçu ce discours tout seul? C'est impossible. Quelqu'un l'a écrit pour lui, probablement le Claude Frenette en question. Le premier ministre affirme à la Chambre qu'il autorise le ministre des Approvisionnement et Services à dire ce qui lui plaît et quand cela lui chante au sujet de la politique de l'énergie, coupant ainsi l'herbe sous le pied au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources. Aujourd'hui il y avait une réunion des premiers ministres des provinces, du premier ministre et des membres de son cabinet au sujet de l'éner-

gie et du pétrole. Mais où était le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources à 2 heures? Il siégeait à la Chambre alors qu'il aurait dû être à la conférence. Où était le ministre des Approvisionnement et Services? Nous l'ignorons, mais il n'était pas là. Peut-être était-il à la conférence.

Lorsque Claude Frenette a gagné la présidence du parti libéral dans la province de Québec avant 1968, battant celui qui se présentait contre lui, le premier ministre se serait, dit-on, précipité dans la pièce et aurait serré Claude Frenette dans ses bras en lui disant: «Nous avons battu ces canailles; maintenant nous pouvons faire quelque chose». C'est ce qu'on rapporte; je ne sais pas si c'est vrai ou non. Peter Newman, dans son livre «Distemper of our Times» dit que c'est vrai; et si les députés veulent connaître la référence exacte, c'est à la page 449.

Mon ami là-bas, je ne sais pas qui c'est, ne cesse de mettre son mot. Or, j'aimerais présenter mes commentaires dans un certain ordre et, quand j'aurai terminé, s'il désire me poser des questions et me laisser dissiper ses doutes, je ferai de mon mieux. Il est très difficile d'entendre des interpellations qui viennent de loin et je suis sûr que mon ami acceptera mes excuses si je lui dis tout net que je ne suis pas capable de répondre à tout ce qu'il a murmuré jusqu'ici car je n'ai pas entendu tout ce qu'il disait.

Ce genre d'activité que je viens de mentionner où on essaie par en dessous d'accorder la haute main et le contrôle sur les sables bitumineux à celui qui peut en profiter le plus rapidement est une conspiration menée contre les Canadiens que ce bill n'essaie ni d'exposer ni de mater. C'est une conspiration en vue de brader nos ressources et d'écarter complètement la protection de l'environnement. C'est un dédommagement pour appui politique par lequel on incite les Canadiens à faire toutes les choses terribles et néfastes qu'on peut faire quand l'éclat de l'or fait oublier la démocratie.

Dans les quelques instants qu'il me reste, monsieur l'Orateur, j'aimerais parler de la grande inefficacité de ce bill face à un autre aspect de la question: la façon dont le public canadien a été exploité et volé chaque fois qu'il se rend à une épicerie, un magasin ou un marché d'alimentation. Je songe ici aux profits que réalisent les entreprises vivrières. S'il y a eu du vol, c'est bien dans ce domaine. Je ne veux pas parler des chaînes de supermarchés comme Loblaw's, IGA, Safeways dans l'Ouest ou autres semblables; je veux parler des entreprises vivrières qui font passer les matières premières par une usine de fabrication ou de transformation et qui présentent un produit emballé, mis en conserve ou en boîte.

J'aimerais rappeler très rapidement l'augmentation en pourcentage des profits de ces compagnies en 1973 par rapport à 1972. J. M. Schneider a augmenté ses profits au cours de cette seule année de 35 p. 100; H. J. Heinz s'en est mal tiré et n'a connu qu'une hausse de 14 p. 100; les Dominion Dairies, probablement un des groupes que nous subventionnons grâce à notre programme de subside pour le lait, 32 p. 100; Canada Packers, 36 p. 100; Canadian Cannery, 33 p. 100; George Weston—on ne peut acheter un biscuit au Canada qui ne soit pas passé par les mains de George—86 p. 100; Burns Foods, 28 p. 100; B.C. Sugar Refinery, 50 p. 100; Maple Leaf Mills, une autre compagnie dont nous subventionnons la farine, 150 p. 100; les Industries Silverwood, 83 p. 100.